

Stratégies Régionales de Réduction de la Pauvreté :

L'exercice de validation des stratégies régionales de réduction de la pauvreté a permis de cerner de façon très précise les facteurs de pauvreté dans les 8 régions administratives de la Guinée. Cette analyse a permis de mettre en exergue les facteurs déterminants de la pauvreté dans nos 8 régions administratives respectives :

LES FACTEURS DE PAUVRETE

Région administrative de Boké

Les principaux obstacles au développement dans la région de Boké relèvent des facteurs suivants :

- l'enclavement de certaines préfectures, sous-préfectures et zones de production ;
- le faible aménagement des surfaces cultivables ;
- la réduction des zones de pâturage liée à la pression démographique ;
- le faible accès à des mécanismes de financement adaptés : micro crédit de proximité et à des coûts raisonnables ;
- le déboisement abusif des forêts et les feux de brousse ;
- l'accès limité aux services sociaux de base : santé, éducation, eau potable, assainissement,
- le niveau élevé d'analphabétisme ;
- la persistance des méthodes et pratiques traditionnelles peu rentables et préjudiciables à l'environnement, dans l'exploitation des ressources agricoles;
- la dégradation de l'environnement due à l'exploitation minière.

Région administrative de Kindia

- Facteurs principaux

- L'exploitation abusive et la destruction des ressources naturelles
- L'insécurité, la baisse de la moralité et les effets pervers des influences culturelles négatives, analphabétisme,
- IST/SIDA
- L'exode rural
- la malgouvernance économique
- Accès difficile aux zones de production
- Manque de professionnalisme des acteurs par rapport aux enjeux du marché
- Faiblesse des revenus,
- Faiblesse des infrastructures économiques
- Marché non structuré, difficulté accès aux intrants,
- faible capacité d'absorption financière
- Faible taux d'exportation des produits agricoles
- Contraintes de conservation, de conditionnement des produits et d'ordre structurel dans le secteur agricole
- Baisse de la production et manque d'une assistance suffisante pour la filière des cultures d'exportation
- Structuration insuffisante des forces de travail
- Equipements de pêche dérisoires
- Sites touristiques en dégradation et peu valorisés
- Accès insuffisant des populations aux avantages et aux droits d'exploitation des mines et carrières

- Facteurs secondaires

- L'inexistence d'une politique nationale d'aménagement du territoire
- L'insuffisance ou le manque général d'esprit d'entreprise
- L'implication insuffisante et le manque de savoir-faire des opérateurs privés
- L'abandon progressif de l'agriculture par la main-d'œuvre locale pour les mines d'or ou de diamant
- Techniques et moyens de pêche préjudiciables à la préservation des ressources halieutiques
- Insécurité dans les zones de pêche
- Vol de bétail, Pression élevée de la consommation par rapport. à la production animale
- Impact de connotations culturelles négatives sur l'élevage et la commercialisation du bétail
- La dégradation continue des sites du patrimoine naturel et culturel
- Le vandalisme

- Inexpériences, insuffisance de compétence en matière de tourisme culturel et rural
- Les effets pervers d'un tourisme incontrôlé
- Occupation anarchique ou destruction de zones de production par les exploitants clandestins

Région administrative de Labé

Durant les consultations menées avec les différentes composantes des populations de la région administrative de Labé, un certain nombre de facteurs ont été identifiés comme étant à la base de la pauvreté :

- la faiblesse des revenus ;
- la pauvreté et la rareté des terres cultivables ;
- l'insuffisance et la dégradation des infrastructures de base ;
- l'accès difficile et ou insuffisant aux services de l'éducation ;
- le taux élevé d'analphabétisme ;
- la couverture démographique insuffisante en formation sanitaire de base avec 73% de la population vivant à 30 mn ou plus d'un établissement de santé ;
- la couverture insuffisante en eau potable de certains villages au regard de la dispersion de l'habitat dans la Région ;
- une intensification de l'exode rurale surtout masculine qui occasionne une forte pression sur les femmes en augmentant leur taux global d'activité ;
- l'enclavement de certaines zones de production ;
- la dégradation de l'environnement ;
- la difficulté de conservation et de transformation des produits et sous-produits agricoles ;
- la mauvaise gestion des ressources humaines et financières publiques ;
- la dispersion des efforts de développement avec une assez faible implication des bénéficiaires.

Région administrative de N'Zérékoré

Les facteurs identifiés comme étant à la base de la pauvreté dans la Région ne sont pas fondamentalement différents de ceux relevés dans le reste des Régions de la Guinée. Les plus importants sont :

- la faiblesse des revenus bien que dans cette Région ils sont plus élevés que dans les autres Régions ;
- l'insuffisance de la couverture sanitaire ;
- le faible accès des populations à l'eau potable ;
- la dégradation de l'environnement accentué par l'afflux des réfugiés et des personnes déplacées suite à la guerre au Liberia et en Sierra Leone ;
- l'enclavement de certaines zones de production ;
- l'absence d'équipements de développement (énergie, télécommunication, etc.) ;
- précarité du marché de l'emploi ;
- les problèmes de santé publique notamment les maladies liées à l'eau potable, le paludisme, les MST-SIDA ;
- la difficulté de conservation et de transformation des produits de l'agriculture ;
- la mauvaise gestion des ressources humaines et financières publiques ;
- La dégradation de l'environnement due à la présence des réfugiés provenant de la Côte d'Ivoire.

Région administrative de Kankan

La région administrative de Kankan est confrontée à des contraintes réelles pour son essor économique et le mieux-être de ses populations.

Au nombre de ces contraintes, il convient de citer :

- La localisation de la région à la porte du Sahel, les fortes perturbations climatiques qui y sont enregistrées, entraînant une répartition inégale des pluies,
- la dégradation des sols et la faible maîtrise des ressources en eau, la mise en valeur limitée du potentiel agricole, le taux faible d'aménagement des terres cultivables et le déficit de mécanisation de l'agriculture (selon des données de l'enquête agricole permanente, en 1997/98, seulement 0,25% des exploitations agricoles pratiquaient le labour motorisé ; près de 66% pratiquaient le labour attelé).

- l'accès limité aux intrants,
- l'insuffisance des infrastructures de base (routes et pistes rurales, eau énergie, télécommunications, infrastructures scolaires et sanitaires, etc.),
- la faible appropriation voire le désintérêt des populations de la région pour les actions de développement initiées par le Gouvernement (selon le rapport régional présenté au Forum de développement local de Kankan, tenu en Mars 2000, on estime que moins de la moitié des domaines aménagés sont exploités. Ce faible taux d'occupation tiendrait à la faible maîtrise des techniques améliorées, à l'inadéquation des équipements et au manque d'intrants appropriés),
- la faible mécanisation de l'agriculture, l'enclavement de certaines zones de production et
- le taux d'analphabétisme très élevé des populations, notamment les femmes ainsi que la faible qualification professionnelle des populations,
- les carences des services publics de base, tant en volume qu'en qualité.
- la démobilité des jeunes au profit des activités minières et les impacts négatifs de l'exploitation artisanale des mines sur le cadre général de vie, sur l'environnement social et naturel, sur la sécurité et la santé, en particulier pour les femmes et les enfants.

Dans l'optique de la stratégie de réduction de la pauvreté, ces contraintes sont inférieures par rapport aux atouts de développement de la région. L'existence de nombreuses filières agricoles de rente (le coton, l'anacardier, le beurre de karité, les fruits et légumes) et le dynamisme du sous-secteur élevage sont autant d'atouts pouvant favoriser l'accroissement des revenus et, plus généralement, l'amélioration des conditions de vie des populations, y compris du point de vue alimentaire. Aussi faut-il reconnaître que l'exploitation industrielle et artisanale de l'or et du diamant, bien que le plus souvent de nature informelle, représente pour la Région Administrative de Kankan un volet non négligeable de l'économie nationale.

Région administrative de Mamou

Durant les consultations menées avec les différentes composantes des populations de la Région administrative de Mamou, un certain nombre de facteurs ont été identifiés comme étant la base de la pauvreté dans la Région :

- la faiblesse des revenus,
- la pauvreté et la rareté des terres de culture,
- Le non aménagement de ces terres,
- L'enclavement des zones de production,
- La faiblesse des débouchés pour les productions artisanales,
- La faible exploitation des potentialités touristiques,
- La dégradation des infrastructures de base,
- L'accès très insuffisant aux services d'éducation,
- La couverture démo-géographique insuffisante en Formations et personnel sanitaire,
- Une intensification de l'exode rurale, surtout masculine qui occasionne une forte pression sur les femmes en augmentant leur taux global d'activité,
- La systématisation du vol de bétail,
- La dégradation de l'environnement,
- La difficulté de conservation et de commercialisation des produits agricoles (produits maraîchers),
- La dispersion des efforts de développement, avec une faible implication des bénéficiaires ;
- L'accès difficile au foncier surtout pour les femmes.

Ville de Conakry

Durant les consultations pour l'élaboration de la stratégie régionale de réduction de la pauvreté de la zone spéciale de Conakry organisées en octobre 2002, un certain nombre de facteurs importants ont été identifiés comme étant à la base de la pauvreté. Ce sont :

- Le faible développement des infrastructures et services de base (santé, eau, électricité, transport, télécommunications, éducation) ;
- L'inadéquation de la formation des ressources humaines pour le développement de l'entreprenariat ;
- L'étroitesse du marché financier, la faiblesse des investissements et les coûts élevés des facteurs de production ;
- Les lacunes dans la gestion des ressources publiques ;
- La mauvaise gestion des programmes et projets ;

- La faible implication des communautés à la base au processus d'élaboration et d'exécution des projets
- Le manque d'une dynamique économique favorable à la création d'emplois ;
- Les pratiques traditionnelles néfastes constituant une menace permanente pour la qualité de vie (gaspillage de ressources, destruction de l'environnement, techniques anachroniques de pêche, etc..) ;
- Le gaspillage des richesses personnelles, lors des cérémonies traditionnelles (mariages, baptêmes, initiations, funérailles, retours de pèlerinage etc.).
- Le coût très élevé des frais d'écolage dans le privé comme dans le public par rapport au pouvoir d'achat du guinéen moyen ;
- La distribution insuffisante (quelque fois arbitraire) des constructions scolaires ;
- La forte croissance démographique et le faible poids économique de la ville ;
- Le faible développement des infrastructures et services de base (santé-eau-assainissement-électricité-transport-télécommunication-éducation) ;
- La forte immigration vers Conakry avec pour conséquence l'émergence de quartiers spontanés, non structurés où la promiscuité fait le nid à toutes les maladies endémiques.